

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GR3

1696 ROUTE DE LARDAN
47180 Saint-Martin-Petit

Références : PV/CM/UbD24-47/2026/68
Code AIOT : 0100000139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2025 dans l'établissement GR3 implanté LUCMAJOU 47200 Marcellus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de récolement de l'arrêté d'autorisation du 7 février 2022 est réalisée suite à la mise en activité des installations, laquelle a été reportée pour la réalisation de fouilles d'archéologie préventive.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GR3
- LUCMAJOU 47200 Marcellus
- Code AIOT : 0100000139

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert de sables et graviers (rubrique 2510-1) autorisée par arrêté préfectoral n° 47-2022-02-07-00003 du 7 février 2022 sur le territoire de la commune de Marcellus aux lieux-dits « Le Bon Baron », « Divise », « Lucmajou », « Petit Piis », et sur le territoire de la commune de Couthures-sur-Garonne au lieu-dit «Beauséjour».

La durée d'autorisation est de 29 ans avec une production moyenne de 150 000 t/an et une production maximale de 300 000 t/an. La superficie autorisée est de 41ha 57a dont 37ha 30a exploitables. Le site relève également du régime de l'enregistrement pour la rubrique 2517-2, notamment pour le transit des matériaux extraits et l'accueil d'inertes extérieurs destinés au réaménagement du site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Récolement	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 4	Demande d'action corrective	30 jours
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Accès à la voie publique	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.5	Demande d'action corrective	30 jours
9	Mise en service de la carrière	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.3	Demande d'action corrective	15 jours
12	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.7.2	Demande d'action corrective	30 jours
15	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 25.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
16	Prélèvement d'eau en nappe par forage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 25.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
17	Dispositions particulières en cas d'inondation du site	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 27	Demande d'action corrective	3 mois
18	Implantation des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 28.1	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
19	Réseau de surveillance	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 28.2	Demande d'action corrective	30 jours
20	Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 28.4	Demande d'action corrective	30 jours
21	Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 30.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 2.1	Sans objet
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 3.4.1	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.1	Sans objet
6	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.3	Sans objet
7	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.4	Sans objet
10	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.4.2	Sans objet
11	Responsable d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.7.1	Sans objet
13	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 12.2	Sans objet
14	Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)	Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 13.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des justificatifs sur la conformité de l'exploitation de la carrière sur certaines prescriptions sont attendus. Cette conformité pourra être démontrée notamment par le rapport de récolement que l'exploitant transmettra conformément à l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 février 2022.

Outre les éléments documentaires qui sont à transmettre rapidement, l'inspection demande :

- la matérialisation d'une bande "stop" au sol à la sortie du site ;
- l'installation d'une échelle limnimétrique ;
- de signaler clairement les localisations de prise de mesures pour les nivellements sur les piézomètres ;
- la réalisation d'une mesure de bruit.

Le détail des demandes et des délais associés est précisé dans les fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 2.1				
Thème(s) : Situation administrative, rubriques et régime de classement				
Prescription contrôlée :				
Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :				
Désignation de l'installation	Nature et caractéristiques	CAPACITE	N° de rubrique	Régime
Exploitation de carrière	Extraction de sable et graviers en eau Superficie totale autorisée: 41 ha 57 a Superficie exploitable: 37 ha 30 a	Production moyenne annuelle : 150 000t/an Production maximale annuelle : 300 000t/an	2510-1	Autorisation
Station de transit, regroupement ou tri de produits	Stockage des minéraux extraits et déchets inertes servant au	15 000 m ²	2517-2	Enregistrement

produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	servant au réaménagement			
<p>Constats :</p> <p>Le site accueille uniquement les activités d'extraction et de transit de matériaux. La zone de transit n'est pas matérialisée in situ. L'exploitant précise que son emplacement suivra le plan de phasage, et que la surface allouée lors de chacune des phases d'exploitation ne dépassera pas 3000 m².</p>				
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>				

N° 2 : Durée de l'autorisation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 29 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet deux ans au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.</p> <p>La durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du code du patrimoine.</p> <p>Afin de déterminer la durée d'interruption de cette autorisation, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées une copie des documents suivants lorsque les terrains concernés sont libres de toute contrainte archéologique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrêté préfectoral prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique ; • la décision ou non de fouilles archéologiques ; • le cas échéant, l'arrêté de prescriptions de fouille ; • l'attestation de libération des terrains.
<p>Constats :</p> <p>Les fouilles archéologiques réalisées ont repoussé la mise en activité de la carrière. Suite à ces fouilles, et selon les dispositions de l'article 3.4.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022, l'exploitant peut solliciter une prolongation de la durée de l'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Récolement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 4</p>

Thème(s) : Situation administrative, autocontrôle
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la déclaration de début d'exploitation, au récolement du présent arrêté préfectoral réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare que sa déclaration de début d'exploitation est datée du 14/01/2025. A la date de rédaction du présent rapport de visite d'inspection, le récolement de l'arrêté préfectoral n'a pas été transmis. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet un rapport de récolement de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022 accompagné, le cas échéant, d'un échéancier de résorption des écarts, et ce dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.1
Thème(s) : Situation administrative, aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : La partie du site autorisé qui est mise en exploitation ne comporte qu'un seul accès. Cet accès est doté d'un panneau indiquant les informations prévues à l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.2
Thème(s) : Situation administrative, aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : 1. Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2. Des bornes de nivellement raccordés au NGF permettant de vérifier les relevés altimétriques nécessaires aux contrôles du fonctionnement de la gravière (altimétrie du fond d'exploitation et échelle limnimétrique). Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu ou Lambert 93.
Constats : Le bornage n'est pas complet. L'exploitant déclare qu'un passage de géomètre est planifié pour la première semaine de janvier 2026. Suite à l'inspection et avant la transmission du rapport d'inspection, le document d'arpentage - ou le plan d'exploitation - figurant l'ensemble des bornes matérialisant le périmètre de l'autorisation ainsi que ceux des bornes de nivellement n'a pas été transmis. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie l'implantation des bornes matérialisant le périmètre de l'autorisation et des bornes altimétriques ; il transmet un plan de bornage complet. Ces éléments sont demandés dans un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.3
Thème(s) : Situation administrative, aménagements préliminaires
Prescription contrôlée : Après la mise en place des bornes définies à l'article [10].2.2 et avant les premiers travaux de libération des emprises (hors archéologie préventive), une clôture sera mise en place sur chacun des sites à exploiter. Celle-ci devra permettre d'interdire l'accès fortuit de toute personne étrangère au fonctionnement du site. La construction de cette clôture ne devra pas faire obstacle à la montée des eaux en périodes de crues en retenant par exemple les embâcles charriés par

l'eau. Elle sera constituée de poteaux espacés de 3 m avec trois rangées de fils dont le premier rang débutera à 0,40 m du sol. Des panneaux de « propriété privées - interdiction d'entrer » seront implantés tous les 25 mètres sur l'ensemble du pourtour. Une vérification annuelle s'assurera de la présence de ces panneaux.

Constats :

Le site est doté d'une clôture composée de poteaux de bois et de trois fils barbelés. Des panneaux rouge interdisant l'accès sont disposés sur cette clôture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de chaque zone le plus en bordure des limites de sites.

Constats :

Des merlons et fossés implantés en bordure du périmètre empêchent l'entrée des eaux de ruissellement extérieures au sein de la zone en exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Accès à la voie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.2.5

Thème(s) : Produits chimiques, aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

L'accès à la voirie publique devra faire l'objet d'une autorisation du service concerné. Les deux accès sont aménagés de telle sorte qu'ils ne créent pas de risque pour la sécurité publique. Pour cela ils devront avoir :

- une bonne visibilité (tout en conservant un chêne pour la sortie la plus à l'Est) en sortie de site ; les merlons paysagers ne devront pas faire obstacle à cette exigence ;
- une largeur suffisante et des rayons de courbures pour permettre un croisement aisé de deux véhicules poids lourds articulés dans leur manœuvre d'accès aux sites ;
- un positionnement du portail suffisamment en retrait de la RD116 pour y stationner un poids lourd articulé ;
- un profil en long adapté pour faciliter la manœuvre d'engagement sur la RD116 ;
- un revêtement de type enrobé ou gravillonné pour éviter les dépôts de terre ou poussières sur la RD116 ;
- une signalisation adaptée sur la RD116 validée par l'exploitant de cette voirie publique pour les deux accès informant d'un danger particulier à ces emplacements ;
- une bande de stop matérialisée au sol des accès et visible en permanence, complétée d'un

panneau de stop de dimension égal à celle utilisée sur la RD116.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un accord de principe pour la création de l'accès à la RD116. L'inspecteur demande la transmission d'une autorisation explicite délivrée par le gestionnaire de la RD116. L'accès créé sur la RD116 est conforme aux prescriptions, à l'exception de la bande STOP au sol qui n'est pas matérialisée.</p> <p>Ces faits constituent des non-conformités à l'article 10.2.5 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet une autorisation de création d'accès à la RD 116 délivrée par le service concerné, ainsi que le justificatif de la matérialisation de la bande au sol STOP prévue en sortie de site. Ces éléments sont transmis dans un délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Mise en service de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.3
Thème(s) : Situation administrative, notification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Marcellus la mise en service de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas notifié au préfet et au maire de la commune de Marcellus la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 10.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Marcellus la date de mise en service de l'installation, et ce dans un délai de 15 jours. Il en atteste la réalisation à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, dispositions d'exploitation
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés en priorité pour la remise en état des lieux. Les périodes du 1er mars au 30 septembre seront évitées pour cette technique dans les zones de parcelles nues afin de préserver d'éventuels habitats du Cochevis huppé. Une visite de site par un écologue permettra d'infirmer cette présence. Par ailleurs cette visite s'avérera nécessaire lors du décapage des noues situées en secteur ouest du projet. Les conclusions de ces visites demeureront à la disposition de l'inspection.
Constats : Seule la zone en cours d'extraction est décapée en dehors de la zone de fouilles archéologiques. La terre végétale est stockée dans le merlon sud, le limon dans le merlon est. L'exploitant déclare être en contact avec la CPIE, association de protection de l'environnement, dans le but de procéder à la visite d'un écologue préalablement au décapage selon les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Responsable d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.7.1
Thème(s) : Situation administrative, surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : L'exploitant a nommé un directeur de carrière responsable de l'exploitation du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 10.7.2
Thème(s) : Situation administrative, plan
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont

<p>reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les bornes visées à l'article 9.2.2 ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les relevés bathymétriques ; • les zones remises en état ; • les voies de circulation ; • les installations de toute nature (aucune prévue sur le site) ; • les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. 3.3 (bandes de retrait, protection de la digue de Garonne, parcelles inexploitable de la commune de Couthures-sur-Garonne, verger de cognassier, mare écologique) ; • la position des éléments de surface, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales (routes départementales, chemins ruraux, lignes EDF, conduites AEP, conduites d'irrigation, station de pompage). <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un plan qui ne contient pas l'ensemble des données prescrites. En particulier, il ne figure pas la mare écologique, les conduites d'irrigation et d'AEP, ni la limite ICPE du site (i.e le périmètre autorisé).</p> <p>L'exploitant déclare qu'une nouvelle version du plan sera produite en janvier 2026. Suite à l'inspection et avant la transmission du présent rapport d'inspection, le plan à jour n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 10.7.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet un plan d'exploitation comportant l'ensemble des éléments prescrits à l'article 10.7.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022, et ce dans un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 13 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 12.2
Thème(s) : Risques chroniques, remise en état
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains</p>

<p>remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les déchets utilisables pour le remblayage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local, • les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. <p>[...]</p> <p>Outre les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé et des articles 1 et 9 de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p> <p>Avant tout stockage définitif des déchets, l'exploitant met en œuvre les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - obtention d'un Certificat Préalable d'Admission (CPA) ; considérant que celui-ci est instruit par TGE (entreprise appartenant à la société Rospars), il sera accepté par l'exploitant du site GR3 Lucmajou. En cas de changement d'exploitant de la société TGE, l'instruction de ce CPA reviendra à l'exploitant du site autorisé par le présent arrêté. - contrôle visuel lors du dépotage, puis du poussage. <p>De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'accueille pas encore de déchets inertes extérieurs ; aucun remblayage n'a été réalisé.</p> <p>L'inspecteur rappelle à l'exploitant que l'admission des inertes extérieurs est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 13.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées. Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a procédé à la déclaration en ligne GEREP en 2025 pour l'année 2024. Il déclare pour cette année 2024 qu'aucune extraction de matériaux n'a été réalisée (0 tonnes).</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant procède à la déclaration annuelle en ligne GEREP avant le 31 mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 25.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements en eau
Prescription contrôlée : Chaque installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.[...]Le débit maximal horaire est de 6 m ³ /h.
Constats : L'inspecteur constate la présence d'un compteur d'eau sur la pompe du forage. L'exploitant n'a pas établi de registre des prélèvements mensuels. Il n'est pas en mesure de justifier que le débit de pompage maximal ne dépasse pas 6m ³ /h. Ces faits constituent des non-conformités à l'article 25.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 30 jours, l'exploitant met en place un enregistrement des relevés mensuels de pompage, et justifie que le débit de pompage maximal ne dépasse pas 6m ³ /h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 16 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 25.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un forage se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente). Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique. En application de l'art. L.411-1 du code minier, l'exploitant déclare, à la DREAL Nouvelle-Aquitaine, chaque nouvel ouvrage de plus de 10 m, en vue de son inscription à la Banque du Sous-Sol auprès du BRGM.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation de son forage conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que son forage est réalisé conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente), sous un délai de 30 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 17 : Dispositions particulières en cas d'inondation du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 27</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eaux de surface</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Pour assurer la surveillance de ces opérations <i>[de pompage après un épisode de crue]</i>, l'exploitant disposera de façon permanente une échelle limnimétrique. Elle sera solidement ancrée dans la gravière de telle sorte à ne pas être détruite lors des épisodes de crues ou lors de l'exploitation courante. Elle devra permettre de vérifier visiblement les limites des côtes de pompage autorisées [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'est pas doté d'une échelle limnimétrique.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 27 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant équipe le site d'une échelle limnimétrique permettant de vérifier visiblement les limites des côtes de pompage autorisées, et ce dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 18 : Implantation des piézomètres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 28.1</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés. Les têtes sont cadenassées et la partie dépassant du sol est protégée par un massif en béton de 50 cm de hauteur ou d'un dispositif métallique, le rendant visible et le protégeant des chocs.
Constats : L'exploitant présente le rapport du 18/06/2025 établi par l'entreprise chargée de réaliser les piézomètres, lequel contient les coupes techniques des ouvrages. L'inspecteur constate que les piézomètres désignés PZ1 et PZ3 sont créés, et que leurs têtes métalliques sont peintes en rouge et cadenassées. Le nivellement NGF des piézomètres n'est pas figuré sur le plan du site. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements ne sont pas clairement signalisées sur l'ouvrage. Ces faits constituent des non-conformités à l'article 28.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 30 jours, l'exploitant fait figurer le nivellement NGF des piézomètres sur le plan du site ; il signale clairement sur les piézomètres les localisations de prise de mesures pour les nivellements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 19 : Réseau de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 28.2
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : Le rapport de forage de chaque piézomètre sera fourni à l'inspection des installations classées dès que ceux-ci auront été réalisés. L'avis du bureau d'étude ayant conduit l'étude hydrogéologique y sera joint. Cet avis devra confirmer en conséquence les hypothèses prises dans cette étude.
Constats : L'exploitant présente le rapport de forage des piézomètres. L'avis du bureau d'étude ayant conduit l'étude hydrogéologique n'y est pas joint.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 28.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant joint au rapport de forage des piézomètres, dans un délai de 30 jours, l'avis du bureau d'étude ayant conduit l'étude hydrogéologique, lequel confirme en conséquence les hypothèses prises dans cette étude.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 20 : Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 28.4
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant fait analyser les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none"> • pH • potentiel d'oxydo-réduction • résistivité • métaux lourds totaux (As, Cd, Cr, Cu, Fe, Ni, Pb, Hg, Zn) • DCO • DBO • MES • hydrocarbures totaux • nitrates Un contrôle de paramètres est effectué semestriellement en basses et hautes eaux. Ces analyses sont effectuées sur des prélèvements réalisés sur les piézomètres figurant à l'annexe VIII. Les analyses initiales (état zéro) sont réalisées avant tout apport de remblai extérieur. Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.
Constats : L'exploitant déclare avoir fait procéder aux analyses initiales (état zéro) en basses eaux le 22/07/2025. L'inspection demande la transmission des résultats de cette analyse et leur télédéclaration sur le site GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet les résultats d'analyse des eaux souterraines prélevées le 22/07/2025, dans un délai de 30 jours. Ces résultats sont à télédéclarer sur le site GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 21 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2022, article 30.4
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées lorsque les extractions se rapprochent des zones habitées. En tout état de cause, un contrôle de ces mesures est réalisé tous les 3 ans.</p> <p>Une adaptation du nombre des points de mesures pourra être réalisée suite au résultat de la première campagne de mesures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au terme du délai d'un an après la mise en service des installations, l'exploitant n'a pas transmis de mesure de bruit et de l'émergence.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 30.4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats de mesure de bruit et de l'émergence, dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois